

Histoire

150E ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE : REGARD SUR UNE COMMÉMORATION

Milan Sen

15/06/2021

De mars à fin mai 2021, Milan Sen a observé pour la Fondation Jean-Jaurès les cent cinquante ans de la Commune, pris des notes lors des cérémonies, sur des productions littéraires, des documentaires ou des débats politiques. Il nous livre ses réflexions.

« Le cadavre est à terre et l'idée est debout », disait Victor Hugo. Si, contrairement à une idée reçue, cet alexandrin est antérieur à la Commune, il y fut rapidement rattaché tant il incarnait son considérable écho dans la gauche française et internationale. L'idée est debout, donc, ou tout du moins la représentation que l'on s'en fait aujourd'hui. On ne peut qu'être – agréablement – surpris par la résonance, médiatique et intellectuelle, qu'ont pris les débats et commémorations autour du 150^e anniversaire de la Commune. Dans la présente note, j'essaye de retranscrire ce qu'on pourrait appeler « l'atmosphère commémorative » de ces deux mois et demi. Ici, aucune volonté d'exhaustivité ou d'étude scientifique rigoureuse, plutôt des bribes de réflexion. Une chose est sûre, les cent cinquante ans de la Commune n'auront pas laissé la nation et, surtout, le peuple de gauche indifférents.

Commémorer, célébrer la Commune ?

Hasard de l'histoire, le 150^e anniversaire de la Commune a eu lieu en même temps que le bicentenaire de la mort de Napoléon Bonaparte, qui, il faut être honnête, a en partie éclipsé la Commune autour du 5 mai 2021. Après ont été les débats entre les thuriféraires de l'Empereur et ceux de la Commune, chacun tirant à soi la couverture de la « bonne » mémoire nationale. On pense notamment au débat dans *L'Obs* où Jean-Luc Mélenchon et Pierre Nora exposent leurs désaccords. À ceux qui pensent que le clivage entre la gauche et la droite n'existe plus, les tensions autour de la mémoire de la Commune sont venues leur donner tort tant elles recoupaient ce clivage ! *Le Journal du dimanche* a offert une tribune à deux élus parisiens pour recueillir leur vision sur l'événement de 1871. Le conseiller de Paris Rudolph Granier, élu Les Républicains (LR), met en garde contre « le révisionnisme heureux que nous proposent les communards de 2021 » et condamne leurs exactions. À l'inverse, Nicolas Bonnet-Oulaldj, conseiller municipal communiste de Paris, défend

non seulement la commémoration, mais aussi la célébration de la Commune : « Jamais un événement politique aussi court n'a laissé autant de traces, irriguant l'histoire du mouvement ouvrier et de tout le camp des républicains. [...] C'est pour cela que nous devons célébrer la Commune. » En somme, deux mémoires irréconciliables.

On a assisté, que ce soit pour la Commune ou pour Napoléon Bonaparte, à des débats sémantiques autour de la distinction commémoration/célébration. Commémorer n'est pas célébrer, c'est, selon le dictionnaire Le Robert, « rappeler par une cérémonie le souvenir de ». La commémoration n'est donc pas, en soi, une célébration, mais il est évident qu'aborder un sujet historique revient, pour des personnalités publiques, à l'inscrire dans le récit national français. Donc, commémorer la Commune, de même que commémorer Napoléon Bonaparte, ne va pas de soi. La première est une sédition contre la majorité parlementaire de la III^e République, le second est le fossoyeur de la I^{re} République. Emmanuel Macron aura donc choisi de commémorer l'Empereur, pas la Commune, ce choix n'est pas anodin. Anne Hidalgo, en revanche, a préféré inscrire la Commune dans le récit mémoriel de la gauche et de la République sociale. On pourrait rétorquer que l'œuvre de Napoléon est nationale, quand la Commune n'est que parisienne. C'est en partie vrai. Mais cela dénote aussi les cadres politiques dans lesquels s'inscrivent le président de la République et la maire de Paris, à savoir respectivement la « République du centre » et la gauche. D'aucuns se sont offusqués de la présence d'Anne Hidalgo, trop modérée pour certains gardiens du temple communard, lors de la journée commémorative du 18 mars, d'autant plus qu'elle a posé à côté de la silhouette de Louise Michel, la « Vierge rouge » de la Commune. Peut-être ont-ils raison, mais il n'empêche que la présence de la maire a donné une ampleur certaine à la commémoration. Les échos des commémorations organisées par l'Hôtel de ville ont d'ailleurs eu, souvent, des airs de célébration assumée.

Les mois de mars, avril et mai 2021 ont surtout été riches en initiatives associatives et individuelles. Citons, à titre d'exemple, le très beau projet *Nous la Commune*, porté par l'illustrateur Dugudus et Hugo Rousselle, doctorant en histoire du droit. Cette exposition, dont la représentation livresque est également disponible, présente cinquante personnages de la Commune, connus ou non, à travers des silhouettes à taille humaine. Exposées initialement le 18 mars (anniversaire du début de la Commune) au square Louise-Michel, en bas de Montmartre, les cinquante figures ont ensuite été rendues visibles aux yeux de tous devant l'Hôtel de ville, à la mairie du 3^e arrondissement, à la gare de l'Est, puis devant les grilles des Buttes-Chaumont. Avec un style combinant réalisme socialiste et traits hergéesques, elles permettent aux passants d'en apprendre plus sur des fameuses figures de la Commune, comme Louise Michel, Jules Vallès ou Rimbaud. On découvre également des personnages peu connus du grand public, tels le tirailleur algérien Mohamed Ben Ali, la fondatrice de l'Union des femmes pour la défense de Paris Elisabeth Dmitrieff,

ou encore l'écrivain André Leo. Pour les plus férus de balades parisiennes, on retrouve de nombreux hommages à la Commune au travers de fresques à la Butte-aux-Cailles, à Belleville, Montmartre, Ménilmontant. La mairie de Paris a fait la part belle à toutes ces initiatives populaires sur son [site Internet](#) où sont compilés plus de cinquante événements mémoriels centrés sur la Commune.

Acmé de ces trois mois de commémorations, la montée depuis la place de la République vers le Mur des Fédérés le samedi 29 mai 2021 fut un joyeux moment de fête. Nous étions plusieurs milliers pour rendre un dernier hommage à la Commune, là où d'habitude ne s'y empressent chaque année, autour du 28 mai, que quelques centaines de dévoués à la cause communarde. Drapeaux rouges dans le ciel, *Internationale* sur les bouches des grands et des petits, ce moment de célébration en plein soleil parisien aura terminé en beauté ce 150^e anniversaire.

Un anniversaire propice à la production culturelle

Chaque anniversaire historique étant propice à la production culturelle, celui de la Commune n'y a pas manqué. Je ne me targue évidemment pas d'avoir tout vu, tout lu et tout écouté ; suffisamment cependant pour en appréhender la tournure générale. Les grands lecteurs ont ainsi pu se délecter de la pléthore de parutions que chaque Parisien a pu apercevoir dans sa librairie de quartier – d'autant plus s'il habite dans un quartier du Nord-Est parisien, sociologiquement à gauche. *La Commune des écrivains*, anthologie établie par Alice de Charentenay et Jordi Brahamcha-Marin ; *La Commune de Paris, les acteurs, l'événement, les lieux*, dirigé par Michel Cordillot ; *La Commune au présent, une correspondance par-delà le temps* de Ludivine Bantigny ; *La Commune de 1871 expliquée en images* de Laure Godineau ; *À travers la mort, mémoires inédits 1886-1890* de Louise Michel ; *La Commune de Paris racontée par les Parisiens* de Jean-François Lecaillon ; *La Commune de 1871. La révolution impromptue* de Roger Martelli, sont autant d'ouvrages publiés dans les premiers mois de l'année 2021, pour participer aux cent cinquante ans de la Commune. Outre ces nouvelles publications, de fameux ouvrages – on pense notamment à celui de Paul Lidsky, *Les Écrivains contre la Commune* – ont été réédités. On peut s'en réjouir ! À plus forte raison lorsqu'on observe, à Paris, que bon nombre de librairies ont placé, sur leur devanture, un stand spécialement dédié à la Commune. Il est à ce titre agréable de voir que la librairie Gallimard, boulevard Raspail, en plein cœur du bourgeois 7^e arrondissement, a affiché plusieurs mois durant une multitude d'œuvres communardes – avant, il est vrai, de remplacer ce stand par un autre sur Napoléon ! Dans cette célèbre librairie est entreposé un très grand nombre de « La Pléiade », la non moins fameuse collection de Gallimard. Or, quelle « La Pléiade » est fièrement entreposée tout près de l'entrée, bien en évidence, là où tous les curieux peuvent la distinguer ? Celle du communard – et également fin écrivain – Jules Vallès ! Une collection compilant ses deux volumes de « La Pléiade » a paru

justement le 11 mars 2021, une semaine avant l'anniversaire de l'insurrection parisienne. On ne saurait imaginer contraste plus saisissant : l'auteur de *L'Insurgé*, qui a participé à la Commune et la relate dans ce roman autobiographique, trônant dans une librairie fréquentée par les hauts fonctionnaires de la rue de Grenelle et de ses alentours. Aseptisation d'une révolution ô combien intransigeante avec l'ordre bourgeois ? Peut-être, sûrement même, mais succès populaire malgré tout.

La presse s'est aussi fait l'écho de cet anniversaire. Dans la presse spécialisée, on retrouve notamment un très bon numéro des « Collections » de la revue *L'Histoire*, intitulé *La Commune. Le grand rêve de la démocratie directe*. Mais s'il n'est guère étonnant de voir des médias spécialisés disserter sur le sujet, on ne peut que se réjouir de voir la presse traditionnelle le prendre à bras-le-corps. Dans tous les grands médias papier, du *Figaro* à *L'Humanité* en passant par *Le Monde* ou *L'Obs*, se sont succédé des tribunes politiques laudatives, des analyses historiennes pointues et des entreprises de réquisitoires mémoriels. Ici encore, l'équilibre éloge/condamnation était relatif au positionnement idéologique des journaux et des journalistes : plus on est à gauche, plus on entretient un rapport positif à l'insurrection parisienne, et *vice versa*. Politiques, journalistes, historiens, polémistes, l'anniversaire n'a laissé personne indifférent.

Enfin, la radio, pour beaucoup unique vecteur d'informations ou d'initiation culturelle, s'est largement fait le porte-voix de la geste communarde. Sur France Culture principalement, on ne compte plus le nombre d'émissions consacrées à l'insurrection parisienne entre mars et mai 2021, cela se chiffre par dizaines – on analysera plus après ce qui s'est dit, quels thèmes ont été abordés, etc. Certes, la sociologie des auditeurs de France Culture correspond à des gens qui avaient certainement déjà entendu parler de la Commune, mais on peut supposer que nombreux sont ceux qui l'ont découverte en écoutant d'une oreille attentive leur poste radio. Sur un autre support, la télévision, le succès du documentaire *Les Damnés de la Commune* de Raphaël Meysan a été tel qu'il a rassemblé, lors de sa diffusion, plus d'1,3 million de spectateurs (chiffre conséquent pour Arte). Recevant d'excellents retours dans la presse, le documentaire a, de plus, été vu plusieurs de centaines de milliers de fois sur Arte replay, et à plus de 500 000 reprises sur YouTube. En résumé, l'anniversaire de la révolution de 1871 nous a offert pléthore d'objets culturels nouveaux pour l'appréhender sous de nouveaux angles, et on peut être certain qu'il a élargi le cercle des curieux.

Mémoires partisans et réappropriation(s) politique(s)

De même que la Révolution bolchevique fut une « lueur levée à l'Est », selon la formule de Jules Romains, la Commune demeure pour toute la famille socialiste – au sens large – un mythe autant qu'un rêve inachevé. Dans leur Déclaration au peuple français, daté du 20 avril 1871, les

communards exposent aux Parisiens – et ainsi, au monde entier – le programme de leur grande révolution : communalisme, révocation des élus, démocratie directe, séparation des Églises et de l'État, universalisme, souveraineté du peuple (en armes), lois sociales, etc. Le propre de toute époque est de s'approprier des événements historiques à l'aune de sa propre actualité. Le bicentenaire de la naissance de Napoléon Bonaparte, en 1969, avait donné à Pompidou, alors président, l'occasion de célébrer son œuvre en faveur d'une Europe unie. Aujourd'hui, alors qu'on commémore les deux cents ans de sa mort, il ne viendrait à l'idée d'aucun leader politique de faire pareille chose. Il en va de même pour la Commune. En 1971, pour son centenaire, c'était avant tout le caractère proprement révolutionnaire de l'insurrection qui était célébré, alors que la révolution – mondiale – était encore à l'ordre du jour, avec l'URSS d'un côté et les militants d'extrême gauche (trotskistes, maoïstes, situationnistes, etc.) de l'autre. On imagine mal la gauche française célébrer aujourd'hui le peuple en armes qui se lance à l'assaut de troupes régulières. Cette réappropriation n'est pas historique, mais proprement mémorielle et politique. Les thèmes communards allégués par la gauche aujourd'hui disent quelque chose de ce que la gauche entend, au XXI^e siècle, mettre en avant.

Lorsqu'on évoque la Commune de Paris, c'est à Louise Michel que l'on pense comme figure tutélaire. Par elle, c'est toute la question de l'émancipation des femmes qui est mise sur le devant de la scène publique. La Commune serait, dans l'imaginaire de gauche, un moment où les femmes entreraient dans l'espace public pour participer pleinement à l'acte révolutionnaire. Pour Robert Tombs, toutefois, la Commune n'est pas particulièrement féministe, et les femmes occupent une place à peine plus importante que lors des journées de 1848. La « Vierge rouge », quant à elle, était une militante parmi les autres en 1871, et ce n'est qu'à partir des années 1880 qu'elle commença à incarner plus que d'autres la Commune. Elle était certes féministe, mais n'était pas connue – par le grand public – pour cela dans la première moitié du XX^e siècle. Historiquement, cette relecture des événements est donc en grande partie fautive, mais, politiquement, on peut la comprendre et même l'encourager. Elle donne des racines, des « mythes mobilisateurs » pour reprendre le concept de Georges Sorel, propres à nourrir les luttes présentes et futures.

Autre item de l'épopée communarde, la République sociale. L'Assemblée élue au suffrage universel en février 1871 est républicaine dans la forme, mais monarchique dans sa composition. Après la répression des journées de juin 1848, le peuple de gauche sait trop bien qu'un gouvernement qui n'aurait de républicain que le nom ne saurait satisfaire leurs demandes sociales, voire serait d'autant plus répressif – Louis Philippe dira, après ces journées de juin 1848, que « la République a de la chance, elle peut tirer sur le peuple ». Les grandes mesures sociales de la Commune sont assez mal connues, puisqu'elles nous semblent très maigres au regard de ce qu'ont pu apporter d'autres mouvements sociaux, notamment les accords de Matignon du Front populaire avec ses

congés pays et sa semaine de 40 heures. Pêle-mêle : interdiction du travail de nuit dans les boulangeries qui souleva l'enthousiasme des ouvriers boulangers, réquisition des logements vacants au profit des Parisiens victimes des bombardements du gouvernement versaillais, abolition des amendes et des retenues sur les salaires, etc. Mais, la Commune porte en elle, pour ses partisans, un horizon d'émancipation sociale très puissant. C'est bien plus l'idée que ses acteurs s'en font que ce qui s'y fait qui importe ; c'est précisément cette espérance de la République sociale qui est encore largement reprise aujourd'hui. Longtemps considérée comme l'aube des révolutions – marxistes-léninistes – du XX^e siècle, la Commune est davantage appréhendée aujourd'hui par les historiens comme le crépuscule des révolutions du XIX^e siècle. Après la chute du mur et le déclin du communisme, les hommes et femmes politiques de gauche ont aligné leur positionnement mémoriel sur celui des historiens, de telle sorte que l'insurrection parisienne de 1871 est dorénavant davantage vue comme une révolte en faveur de la République sociale plutôt qu'une révolution proto-bolchévique.

Dernier grand thème sous le feu des projecteurs mémoriels, la souveraineté populaire dans ses diverses déclinaisons. Quelques années après le séisme politique que fut la révolte des « gilets jaunes », les enjeux autour de la démocratie sont plus que jamais d'actualité. La Commune de Paris instaure, dès le 22 mars, le mandat impératif des membres de l'assemblée municipale, qui les rend *de facto* révocables à tout moment. Les mandataires doivent rendre des comptes à leurs mandants. Comment ne pas penser à la crise de la démocratie représentative que notre nation connaît aujourd'hui ? Le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) des « gilets jaunes », si rien de semblable n'a été évoqué pendant la Commune, fait indéniablement penser à cet esprit de démocratie directe cher aux insurgés parisiens. L'anachronisme est de mise, mais il participe de la constitution d'affects mémoriels qui peuvent être des leviers politiques redoutables. Les « gilets jaunes » eux-mêmes ne s'y sont pas trompés lorsqu'ils affichaient fièrement sur leur veste les dates de la Révolution française et celle de la Commune de Paris. On a d'ailleurs retrouvé ces mêmes « gilets jaunes » avec ces mêmes évocations lors de la commémoration du 18 mars 2021 au square Louise-Michel.

À chaque commémoration, les réappropriations politiques du programme de la Commune disent quelque chose de l'agenda politique de la gauche. En politique comme ailleurs, « dire, c'est faire », mais les omissions sont également porteuses de sens. Ce sont principalement deux dimensions qui paraissent délaissées : la dialectique patriotisme/universalisme et le caractère anticlérical, sinon antireligieux des communards. Sans entrer trop en profondeur dans les détails historiques, l'insurrection de mars 1871 se fonde avant tout sur la réaction patriotique des Parisiens qui refusent d'accepter la défaite contre la Prusse de Bismarck. Dans leur esprit, les monarchistes sont des capitulards et des traîtres à la nation, et eux doivent alors imiter leurs aînés de la levée en masse de

1793 et vaincre, les armes à la main, l'envahisseur étranger. Ce patriotisme n'a toutefois rien d'un nationalisme excluant, la Commune ouvre la citoyenneté aux étrangers républicains qui le désirent. Cette jolie formule est un bon résumé : « Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ; considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent... » La révolution parisienne a vocation, comme en 1848, à embraser tous les peuples d'Europe pour la République universelle. Patriotisme et universalisme, donc. Or, une partie de la gauche n'est pas à l'aise avec l'idée de parler de nation, d'autant plus quand il s'agit de prendre les armes pour elle. D'autres à gauche sont, de la même manière, gênés lorsqu'on mentionne l'universalisme républicain français, coupable à leurs yeux d'être un impérialisme culturel fardé. Ainsi, la magnifique dialectique du patriotisme universaliste des communards n'a été que rarement évoquée par les personnalités politiques ou médiatiques lors des commémorations. Quant à l'anticléricalisme de la Commune, il est certes rappelé lorsqu'est abordée la question de la séparation des Églises et de l'État, mais le caractère ostensiblement hostile à une Église objectivement réactionnaire et antirépublicaine est, généralement, passé sous silence par une gauche mal à l'aise avec la laïcité. On peut comprendre que, dans un contexte où la gauche est plus divisée que jamais, mettre en exergue des sujets clivants – comme celui de la laïcité – soit politiquement intenable.

Un héritage à transmettre

En somme, le 150^e anniversaire de la Commune a été riche en débats, commémorations, joutes intellectuelles et autres chamailleries partisans. On ne peut que s'en réjouir tant l'événement semble mal connu par les jeunes générations, en partie en raison du déclin du communisme qui en fut un porteur symbolique important au XX^e siècle. Il m'est arrivé, au cours de promenades avec des amis non politisés, de passer devant des expositions ou des œuvres liées à la mémoire de la Commune. Quelle ne fut pas ma surprise en découvrant que mes amis, qui quelques semaines avant n'avaient cure du mouvement ouvrier, connaissaient dorénavant très bien la Commune grâce à des émissions qu'ils avaient récemment vues ou entendues !

Sachons toutefois raison garder. Habitant à Paris, je n'ai pu suivre les événements qui se déroulaient dans toute la France, mais j'imagine que les commémorations ont été, peu ou prou, largement parisiano-centrées. Logique, en raison de la géographie circonscrite de la Commune, regrettable pour son caractère universaliste. La Commune a également eu à subir une concurrence mémorielle. D'une part, on l'a dit, provenant du bicentenaire de la mort de Napoléon Bonaparte, qui a largement occupé l'espace médiatique et intellectuel autour du 5 mai – on ne compte plus les publications au sujet de l'empereur au printemps 2021. Dans un paysage politique dominé par la droite, avec, en sus, le rapport toujours particulier des Français au petit caporal corse (toutes les

enquêtes d'opinion le placent constamment comme personnage historique favori de nos compatriotes), il était compliqué pour un événement défait dans le sang de tenir la comparaison populaire. Une autre concurrence mémorielle, venue de la gauche cette fois-ci, a, début mai, mis dans l'ombre l'insurrection de 1871. C'est le quarantième anniversaire de la victoire de François Mitterrand, et, avec lui, de toute la gauche, le 10 mai 1981. Plus proche de nous dans le temps, plus actuel, et pourtant toujours soumis à de fortes tensions mémorielles, ce premier septennat a intéressé le peuple de gauche – le second étant objectivement moins fort en émotion – durant plusieurs semaines début mai. Ce qui fait la beauté, mais qui explique aussi l'absence de « concentration mémorielle temporelle », de la Commune, c'est son caractère diffus dans le temps. Soixante-douze jours, c'est peu, mais c'est trop pour être facilement commémoré. On retiendra surtout les dates du 18 mars pour le début de l'insurrection et celle de la semaine sanglante, du 21 au 28 mai, qui clôt dans la barbarie la dernière révolution du XIX^e siècle. C'est cette histoire qui s'étend sur plusieurs semaines qui permet d'avoir tant d'événements culturels sur plusieurs mois, mais, « en même temps », c'est ce qui entrave la concentration médiatique sur un temps court.

On peut, malgré tout, se féliciter de l'intérêt suscité par et pour la Commune grâce à ces commémorations. Dans son œuvre *Philémon, Vieux de la Vieille*, à mi-chemin entre le roman et le documentaire historique, Lucien Descaves présente d'anciens communards qui n'ont qu'une crainte, que leur glorieux combat soit oublié. Dans les dernières pages du roman, Philémon décide de se donner la mort après le passage à trépas de sa femme ; dans la dernière lettre qu'il envoie à son grand ami, le narrateur du roman, il lui demande de faire vivre l'héritage de la Commune pour que les petits-enfants de ses petits enfants aient encore à la bouche les fiers noms de Pottier, Delescluze ou Varlin, et à l'esprit le sacrifice de milliers de Parisiens pour la liberté. Simone Weil l'a fort bien exprimé : « C'est quelque chose quand on est misérable et seul que d'avoir pour soi l'Histoire. » Nous sommes ces petits-enfants de petits-enfants, c'est à nous de continuer à faire vivre la mémoire de l'épopée communarde. Pour que tous ces hommes et femmes ne tombent jamais dans l'oubli. C'est la plus belle commémoration qu'on puisse leur offrir.